

199/2016 - 17 octobre 2016

17 octobre: journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

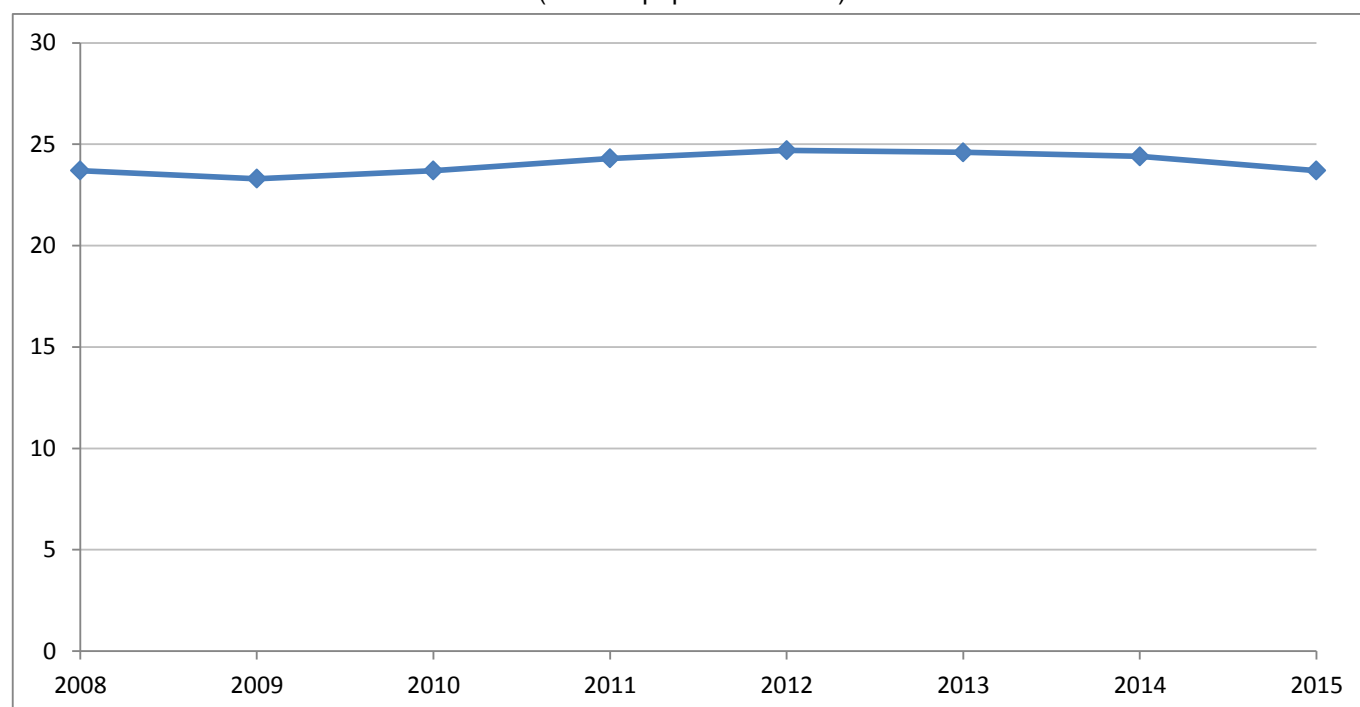
## La proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE retrouve son niveau d'avant crise

### Tendances divergentes entre États membres

En 2015, environ 119 millions de personnes, soit 23,7% de la population, dans l'**Union européenne** (UE) étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela signifie que ces personnes étaient affectées par au moins une des trois conditions suivantes: en risque de pauvreté après transferts sociaux (pauvreté monétaire), en situation de privation matérielle sévère ou vivant dans des ménages à très faible intensité de travail. Après trois années consécutives de hausses entre 2009 et 2012 pour atteindre près de 25%, la proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'**UE** a depuis continuellement baissé pour retrouver son niveau de 2008 (23,7%). La réduction du nombre de personnes confrontées dans l'UE au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est l'un des objectifs clés de la stratégie Europe 2020.

Ces données sont publiées par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Une [infographie](#) est également disponible sur le site web d'Eurostat.

**Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008-2015**  
(% de la population totale)



Les données 2008 et 2009 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2015 sont estimées.

## Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale le plus élevé en Bulgarie, le plus faible en République tchèque

En 2015, plus d'un tiers de la population était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale dans trois États membres: en **Bulgarie** (41,3%), en **Roumanie** (37,3%) ainsi qu'en **Grèce** (35,7%). À l'autre extrémité de l'échelle, les taux les plus faibles de personnes étant en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale ont été enregistrés en **République tchèque** (14,0%), en **Suède** (16,0%), aux **Pays-Bas** et en **Finlande** (16,8% chacun), au **Danemark** et en **France** (17,7% chacun).

## Plus forte baisse du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Pologne et en Roumanie, plus forte hausse en Grèce et à Chypre

Parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale a augmenté entre 2008 et 2015 dans quinze États membres, les plus fortes hausses ayant été enregistrées en **Grèce** (de 28,1% en 2008 à 35,7% en 2015, soit +7,6 points de pourcentage), à **Chypre** (+5,6 pp), en **Espagne** (+4,8 pp), en **Italie** (+3,2 pp) et au **Luxembourg** (+3,0 pp). À l'inverse, les baisses les plus marquées, parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles, ont été observées en **Pologne** (de 30,5% à 23,4%, soit -7,1 pp) et en **Roumanie** (-6,9 pp), suivies de la **Bulgarie** (-3,5 pp) et de la **Lettonie** (-3,3 pp). Au niveau de l'UE, la part de la population totale menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2015 (23,7%) a retrouvé son niveau de 2008.

### Personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008 et 2015

	en % de la population totale		en milliers	
	2008	2015	2008	2015
UE*	23,7	23,7	115 910	118 760
Belgique	20,8	21,1	2 190	2 340
Bulgarie	44,8	41,3	3 420	2 980
République tchèque	15,3	14,0	1 570	1 440
Danemark	16,3	17,7	890	1 000
Allemagne	20,1	20,0	16 340	16 080
Estonie	21,8	24,2	290	310
Irlande	23,7	:	1 050	:
Grèce	28,1	35,7	3 050	3 830
Espagne	23,8	28,6	10 790	13 180
France	18,5	17,7	11 150	11 050
Croatie	:	:	:	:
Italie	25,5	28,7	15 080	17 470
Chypre	23,3	28,9	180	240
Lettonie	34,2	30,9	740	610
Lituanie	28,3	29,3	910	860
Luxembourg	15,5	18,5	70	90
Hongrie	28,2	28,2	2 790	2 730
Malte	20,1	22,4	80	90
Pays-Bas**	14,9	16,8	2 430	2 810
Autriche	20,6	18,3	1 700	1 550
Pologne	30,5	23,4	11 490	8 760
Portugal	26,0	26,6	2 760	2 760
Roumanie	44,2	37,3	9 110	7 430
Slovénie	18,5	19,2	360	380
Slovaquie	20,6	18,4	1 110	960
Finlande	17,4	16,8	910	900
Suède	14,9	16,0	1 370	1 560
Royaume-Uni	23,2	23,5	14 070	15 030
Islande	11,8	13,0	40	40
Norvège	15,0	15,0	700	770
Suisse	18,1	:	1 330	:

Les données absolues sont arrondies à la dizaine de milliers la plus proche.

\* Les données 2008 ne comprennent pas la Croatie. Les données de 2015 sont estimées.

\*\* Données 2015 provisoires.

: Données non disponibles

Les données sources sont consultables [ici](#).

## Près d'1 personne sur 6 menacée de pauvreté monétaire dans l'UE...

Si l'on analyse séparément chacun des trois éléments définissant le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, on observe que 17,3% de la population de l'UE en 2015 était en risque de pauvreté après prise en compte des transferts sociaux, c'est-à-dire que leur revenu disponible était en-dessous du seuil national de risque de pauvreté (voir le tableau correspondant). Cette proportion de personnes menacées de pauvreté monétaire dans l'UE a légèrement augmenté par rapport à 2014 (17,2%) et de manière plus significative par rapport à 2008 (16,5%). Comme les seuils de pauvreté reflètent la distribution des revenus dans les pays, ils varient considérablement selon les États membres et évoluent également dans le temps. Parmi les États membres de l'UE pour lesquels les données sont disponibles, 1 personne sur 4 était menacée de pauvreté monétaire en **Roumanie** (25,4%) et environ 1 sur 5 en **Lettonie** (22,5%), en **Lituanie** (22,2%), en **Espagne** (22,1%), en **Bulgarie** (22,1%), en **Estonie** (21,6%), en **Grèce** (21,4%), en **Italie** (19,9%) et au **Portugal** (19,5%). À l'inverse, les taux les plus faibles ont été observés en **République tchèque** (9,7%), aux **Pays-Bas** (12,1%), au **Danemark** (12,2%), en **Slovaquie** (12,3%) ainsi qu'en **Finlande** (12,4%). Par rapport à 2008, la proportion de personnes étant en risque de pauvreté monétaire a augmenté dans vingt-deux des États membres pour lesquels les données sont disponibles, et a diminué dans quatre autres.

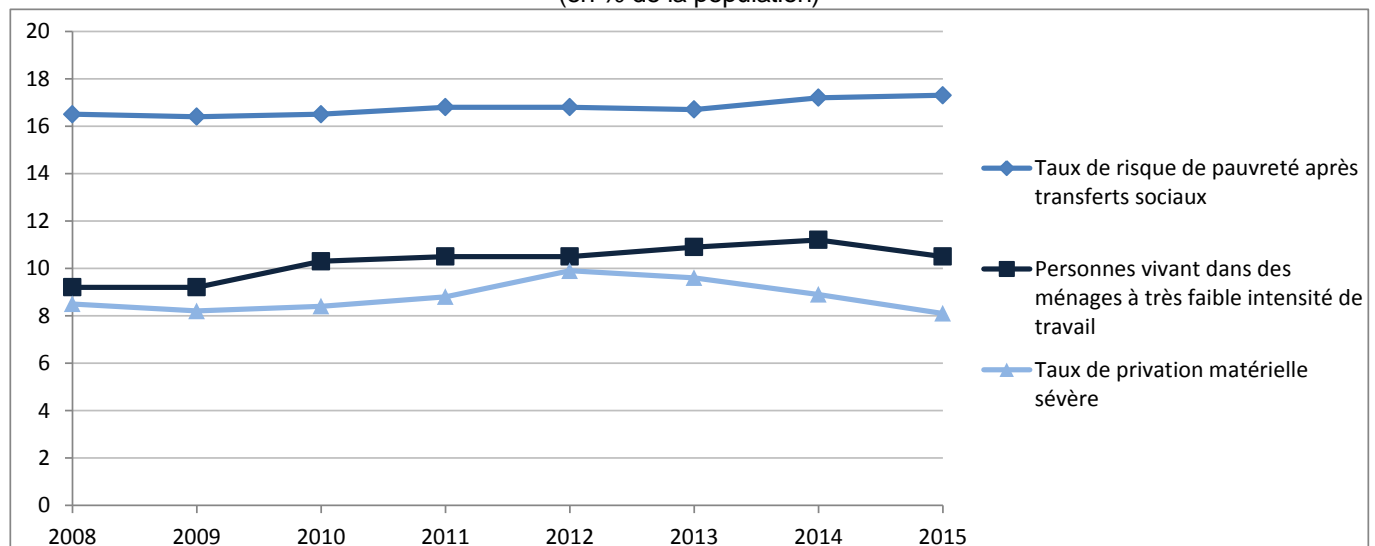
## ... 1 sur 12 en situation de privation matérielle sévère...

Dans l'UE en 2015, 8,1% de la population était en situation de privation matérielle sévère, ce qui signifie que leurs conditions de vie étaient limitées par un manque de ressources, comme par exemple le fait de ne pas être en mesure de régler leurs factures, de chauffer correctement leur logement ou de prendre une semaine de vacances en dehors de leur domicile. Cette proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère dans l'UE a diminué par rapport à 2014 (8,9%) et à 2008 (8,5%). La proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère en 2015 différait fortement selon les États membres pour lesquels les données sont disponibles, s'échelonnant entre plus de 20% de la population en **Bulgarie** (34,2%), en **Roumanie** (22,7%) et en **Grèce** (22,2%) et moins de 5% de la population en **Suède** (0,7%), au **Luxembourg** (2,0%), en **Finlande** (2,2%), aux **Pays-Bas** (2,5%), en **Autriche** (3,6%), au **Danemark** (3,7%), en **Allemagne** (4,4%), en **Estonie** ainsi qu'en **France** (4,5% chacun). Par rapport à 2008, la proportion de personnes en situation de privation matérielle sévère a augmenté dans douze États membres pour lesquels les données sont disponibles, tandis qu'elle a diminué dans quatorze autres.

## ...et 1 sur 10 vivant dans des ménages à très faible intensité de travail

Concernant l'indicateur de faible intensité de travail, 10,5% de la population âgée de 0 à 59 ans dans l'UE vivait dans des ménages où les adultes avaient utilisé moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de l'année précédente. Cette proportion a baissé dans l'UE par rapport à 2014, une première depuis 2008. En 2015, la **Grèce** (16,8%), l'**Espagne** (15,4%) et la **Belgique** (14,9%) affichaient les plus fortes proportions de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail, alors que le **Luxembourg** (5,7%), et la **Suède** (5,8%) avaient les plus faibles taux parmi les États membres pour lesquels les données sont disponibles. Par rapport à 2008, la proportion de personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages à très faible intensité de travail a augmenté dans une vaste majorité d'États membres (vingt), tandis qu'elle a baissé dans six.

### Évolution des trois composantes du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, (en % de la population)



Les données 2008 et 2009 ne comprennent pas la Croatie. Les données 2015 sont estimées.

Le nombre total de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est inférieur à la somme des personnes comptabilisées dans chacune des trois formes de pauvreté ou d'exclusion sociale, car certaines personnes sont affectées simultanément par plus d'une de ces formes.

## Composantes du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE, 2008 et 2015

	Risque de pauvreté après transferts sociaux (%)		Personnes en situation de privation matérielle sévère (%)		Personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages à très faible intensité de travail (%)	
	2008	2015	2008	2015	2008	2015
<b>UE*</b>	<b>16,5</b>	<b>17,3</b>	<b>8,5</b>	<b>8,1</b>	<b>9,2</b>	<b>10,5</b>
<b>Belgique</b>	14,7	14,9	5,6	5,8	11,7	14,9
<b>Bulgarie</b>	21,4	22,0	41,2	34,2	8,1	11,6
<b>Rép. tchèque</b>	9,0	9,7	6,8	5,6	7,2	6,8
<b>Danemark</b>	11,8	12,2	2,0	3,7	8,5	11,6
<b>Allemagne</b>	15,2	16,7	5,5	4,4	11,7	9,8
<b>Estonie</b>	19,5	21,6	4,9	4,5	5,3	6,6
<b>Irlande</b>	15,5	:	5,5	:	13,7	:
<b>Grèce</b>	20,1	21,4	11,2	22,2	7,5	16,8
<b>Espagne</b>	19,8	22,1	3,6	6,4	6,6	15,4
<b>France</b>	12,5	13,6	5,4	4,5	8,8	8,6
<b>Croatie</b>	:	:	:	:	:	:
<b>Italie</b>	18,9	19,9	7,5	11,5	10,4	11,7
<b>Chypre</b>	15,9	16,2	9,1	15,4	4,5	10,9
<b>Lettonie</b>	25,9	22,5	19,3	16,4	5,4	7,8
<b>Lituanie</b>	20,9	22,2	12,5	13,9	6,1	9,2
<b>Luxembourg</b>	13,4	15,3	0,7	2,0	4,7	5,7
<b>Hongrie</b>	12,4	14,9	17,9	19,4	12,0	9,4
<b>Malte</b>	15,3	16,3	4,3	8,1	8,6	9,2
<b>Pays-Bas**</b>	10,5	12,1	1,5	2,5	8,2	10,2
<b>Autriche</b>	15,2	13,9	5,9	3,6	7,4	8,2
<b>Pologne</b>	16,9	17,6	17,7	8,1	8,0	6,9
<b>Portugal</b>	18,5	19,5	9,7	9,6	6,3	10,9
<b>Roumanie</b>	23,6	25,4	32,7	22,7	8,5	7,9
<b>Slovénie</b>	12,3	14,3	6,7	5,8	6,7	7,4
<b>Slovaquie</b>	10,9	12,3	11,8	9,0	5,2	7,1
<b>Finlande</b>	13,6	12,4	3,5	2,2	7,5	10,8
<b>Suède</b>	12,2	14,5	1,4	0,7	5,5	5,8
<b>Royaume-Uni</b>	18,7	16,7	4,5	6,1	10,4	11,9
<b>Islande</b>	10,1	9,6	0,8	1,6	2,6	5,2
<b>Norvège</b>	11,4	11,9	2,0	1,7	6,5	7,8
<b>Suisse</b>	15,7	:	2,1	:	3,3	:

\* Les données 2008 ne comprennent pas la Croatie. Les données de 2015 sont estimées.

\*\* Données 2015 provisoires.

: Données non disponibles

**Seuils de risque de pauvreté dans l'UE, 2008 et 2015**  
(en monnaie nationale)

	Devise	Revenu disponible équivalent médian national annuel (après transferts sociaux)		Seuil annuel de risque de pauvreté monétaire			
				Adulte seul		Deux adultes avec deux enfants de moins de 14 ans	
		2008	2015	2008	2015	2008	2015
Belgique	euro	17 985	21 654	10 791	12 993	22 661	27 285
Bulgarie	BGN	4 247	6 516	2 548	3 910	5 351	8 210
Rép. tchèque	CZK	168 472	204 395	101 083	122 637	212 275	257 537
Danemark	DKK	180 015	211 450	108 009	126 870	226 819	266 428
Allemagne	euro	18 309	20 668	10 986	12 401	23 070	26 041
Estonie	euro	5 547	7 889	3 328	4 733	6 989	9 940
Irlande	euro	22 995	:	13 797	:	28 973	:
Grèce	euro	10 800	7 520	6 480	4 512	13 608	9 475
Espagne	euro	13 966	13 352	8 379	8 011	17 597	16 823
France	euro	18 899	21 415	11 340	12 849	23 813	26 983
Croatie	HRK	:	:	:	:	:	:
Italie	euro	15 640	15 846	9 384	9 508	19 706	19 966
Chypre	euro	16 024	13 793	9 614	8 276	20 190	17 380
Lettonie	euro	4 740	5 828	2 844	3 497	5 972	7 344
Lituanie	euro	4 111	5 180	2 467	3 108	5 180	6 527
Luxembourg	euro	30 917	35 270	18 550	21 162	38 955	44 441
Hongrie	HUF	1 105 926	1 406 568	663 556	843 941	1 393 467	1 772 275
Malte	euro	10 009	13 493	6 005	8 096	12 611	17 001
Pays-Bas*	euro	19 522	21 154	11 713	12 692	24 598	26 654
Autriche	euro	19 413	23 260	11 648	13 956	24 461	29 308
Pologne	PLN	15 720	23 247	9 432	13 948	19 807	29 291
Portugal	euro	8 143	8 435	4 886	5 061	10 260	10 628
Roumanie	RON	6 510	10 282	3 906	6 169	8 203	12 955
Slovénie	euro	10 893	12 332	6 536	7 399	13 725	15 538
Slovaquie	euro	4 791	6 930	2 875	4 158	6 038	8 732
Finlande	euro	19 794	23 763	11 876	14 258	24 940	29 942
Suède	SEK	190 305	242 388	114 183	145 433	239 784	305 408
Royaume-Uni	GBP	15 068	16 885	9 041	10 131	18 986	21 274
Islande	ISK	2 822 193	3 669 616	1 693 316	2 201 769	3 555 963	4 623 716
Norvège	NOK	254 905	346 569	152 855	207 941	320 996	436 677
Suisse	CHF	44 332	:	26 599	:	55 858	:

\* Données 2015 provisoires.

: Données non disponibles

Les données sources sont disponibles [ici](#).

Le **taux de risque de pauvreté** est défini comme la part des personnes dont le revenu total du ménage disponible (après transferts sociaux, impôts et autres déductions) pour les dépenses ou l'épargne est inférieur au **seuil de risque de pauvreté monétaire**, fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national après transferts sociaux.

Il ne s'agit pas d'un indicateur absolu de richesse ou de pauvreté, mais il offre un point de comparaison des bas revenus par rapport aux revenus des autres habitants d'un pays donné.

Le seuil dépend de la distribution des revenus dans un pays pour une année donnée et varie avec la composition du ménage. Il est donc important de noter que le taux de risque de pauvreté monétaire est une **mesure relative de la pauvreté** et que le seuil varie considérablement d'un État membre à l'autre. Il évolue également dans le temps puisqu'il suit l'évolution du revenu disponible médian national: dans un certain nombre d'États membres, ce seuil a diminué sur la période 2008-2015 (Grèce, Chypre) ou est resté quasiment stable (Espagne, Italie et Portugal) en raison de la crise économique.

## Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni. Pour 2008 et 2009, les données de l'agrégat UE ne comprennent pas la Croatie.

## Méthodes et définitions

Les données sur le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale présentées dans ce communiqué de presse sont basées sur les statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC). **L'enquête EU-SILC** est la source de référence de l'UE pour les statistiques comparatives sur la distribution des revenus, la pauvreté et les conditions de vie. De plus amples informations peuvent être consultées [ici](#).

La population de référence comprend l'ensemble des ménages privés et de leurs membres actuels résidant sur le territoire d'un État membre donné à la date de la collecte des données. De façon générale, sont exclues de la population cible les personnes vivant dans des ménages collectifs et dans des institutions, ainsi que celles vivant dans des zones réduites et éloignées du territoire national ne représentant pas plus de 2% de la population nationale.

Les **personnes en risque de pauvreté** sont celles vivant dans un ménage disposant d'un revenu disponible équivalent-adulte inférieur au seuil de pauvreté qui est fixé à 60% du revenu disponible équivalent médian national (après transferts sociaux). Le revenu équivalent-adulte est calculé en divisant le revenu total du ménage par sa taille, déterminée par l'application des pondérations suivantes: 1,0 au premier adulte, 0,5 aux autres membres du ménage âgés de 14 ans ou plus et 0,3 à chaque membre du ménage âgé de moins de 14 ans.

Les **personnes en situation de privation matérielle sévère** ont des conditions de vie limitées par un manque de ressources et sont confrontées à la privation d'au moins 4 des 9 éléments suivants. Ils ne sont pas en mesure de: 1) payer un loyer, un prêt immobilier ou des factures courantes à temps, 2) chauffer correctement leur domicile, 3) faire face à des dépenses imprévues, 4) consommer de la viande, du poisson ou un équivalent de protéines tous les deux jours, 5) s'offrir une semaine de vacances en dehors de leur domicile, 6) posséder une voiture personnelle, 7) un lave-linge, 8) un téléviseur couleur, ou 9) un téléphone (y compris un téléphone portable).

Les **personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail** sont les personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages dans lesquels les adultes (âgés entre 18 et 59 ans) ont utilisé en moyenne moins de 20% de leur potentiel total de travail au cours de l'année passée. Les étudiants sont exclus.

Le nombre total de **personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale** est inférieur à la somme des personnes comptabilisées dans chacune des trois formes de pauvreté ou d'exclusion sociale, car certaines personnes sont affectées simultanément par plus d'une de ces formes.

## Plus d'informations

Section du site web d'Eurostat consacrée aux statistiques sur le revenu, l'inclusion sociale et les conditions de vie.

Base de données d'Eurostat sur le revenu et les conditions de vie.

Infographie interactive d'Eurostat sur le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE.

Site web de la Commission européenne dédié à la Stratégie Europe 2020.

Page web du site des Nations Unies dédiée à la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Production des données:

**Vincent BOURGEOIS**

Tél: +352-4301-33 444

[eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)

**Jacopo GRAZZINI**

Tél: +352-4301-31 753

[jacopo.grazzini@ec.europa.eu](mailto:jacopo.grazzini@ec.europa.eu)

 [ec.europa.eu/eurostat](http://ec.europa.eu/eurostat)

 [@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)



**Demands média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / [eurostat-mediasupport@ec.europa.eu](mailto:eurostat-mediasupport@ec.europa.eu)